

OTC

L'OPPOSITION ARMÉNIENNE VENT DEBOUT CONTRE LE TRACE DE NOUVELLES FRONTIÈRES AVEC L'AZERBAÏDJAN

[L'opposition arménienne vent debout contre le tracé de nouvelles frontières avec l'Azerbaïdjan \(courrierinternational.com\)](http://courrierinternational.com)

Alors qu'un processus de délimitation des frontières entre les deux pays a été lancé sous les auspices de Bruxelles et de Moscou, la presse arménienne est inquiète. Elle estime qu'il met en danger l'existence de l'Arménie et des Arméniens du Haut-Karabakh.

La rencontre entre le Premier ministre de l'Arménie, Nikol Pachinian, et le président de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliev, le 22 mai à Bruxelles, avec la médiation du président du Conseil européen, Charles Michel, a débouché sur la création d'une "commission sur la délimitation de la frontière" entre les deux pays, rapporte le journal russe Kommersant.

Le 23 mai, deux "commissions d'État" ont été créées par Erevan et Bakou, et, le 24 mai, les vice-Premiers ministres d'Arménie et d'Azerbaïdjan, Mgher Grigorian et Chahin Moustafaev, se sont rencontrés pour la première fois à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan pour "discuter des questions organisationnelles

et procédurales" et convenir des prochaines rencontres, "à Moscou, puis à Bruxelles", informe le site arménien Aysor.

Le processus n'est pas accueilli favorablement par tous en Arménie. "Notre pays est la victime d'intérêts géopolitiques", constate ainsi l'ancien défenseur des droits humains arménien Arman Tatoyan, relayé par le journal arménien d'opposition Golos Armenii. Selon lui, "tous les acteurs extérieurs à la région satisfont leurs appétits géopolitiques et tirent des avantages économiques de notre patrie mise aux enchères, et les négociations ne visent qu'à déterminer qui obtiendra le plus".

Et Golos Armenii de nommer les bénéficiaires : "Tout ce sur quoi les parties se sont mises d'accord à Bruxelles procède uniquement et exclusivement des intérêts de la Turquie, derrière laquelle se tient l'Occident et, à certains égards, la Russie".

Force est de constater que dans ce jeu des grandes puissances, "pratiquement aucun des principes et des normes du droit international ne s'applique aux deux États arméniens [l'Arménie et le Haut-Karabakh] et au peuple arménien".

Quant à l'Arménie, son problème est qu'elle est dirigée par une "créature pathétique et misérable", le Premier ministre Pachinian, grand perdant de la guerre du Karabakh en 2020 et considéré par une partie de la population comme un traître proturc. "Dépourvu de la moindre trace d'intelligence et de dignité, il n'essaie même pas de résister, il accepte tout", fustige Tatoyan.

"Réunion malheureuse"

Pour Golos Armenii, la "réunion malheureuse" à la frontière arméno-azerbaïdjanaise ne signifie pas seulement "la fin de l'État arménien", mais aussi "le début de la fin de l'Arménie en tant que telle, de l'existence d'une nation arménienne sur ce territoire". Il ne s'agit pas uniquement de "la reddition définitive de l'Artsakh [nom arménien du Haut-Karabakh], mais aussi du démembrement ou, plus précisément, du déchirement de l'Arménie elle-même, avec la perspective immédiate du contrôle total du tandem turco-azerbaïdjanais sur le territoire qui aurait perdu sa souveraineté territoriale".

Selon les formulations utilisées dans les pourparlers, Erevan "accepte le statut de l'Artsakh au sein de l'Azerbaïdjan et ne veut que des garanties de 'droits et de

sécurité dans la région du Karabakh", note Golos Armenii.

Et le journal arménien de souligner que "la terminologie est ici très importante : on ne parle plus de Haut-Karabakh, mais de district du Karabakh en tant qu'unité administrative territoriale en Azerbaïdjan, et puis, il n'y a pas de peuple - il y a seulement la population ethniquement arménienne".

Quelles sont les implications pour les Arméniens du Haut-Karabakh ? "Au mieux, qu'ils vivent en Azerbaïdjan avec le statut de minorité nationale, mais, en réalité, cela implique la désarménisation totale de l'Artsakh", analyse le turcologue arménien Varoujan Guégamian, interrogé par Golos Armenii.

"Les 'principes de transit'" discutés entre Erevan et Bakou sous la houlette de Bruxelles et Moscou, "à travers le territoire de l'Azerbaïdjan entre différentes parties de l'Arménie", signifient en réalité que l'Arménie "cédera à l'Azerbaïdjan des enclaves dans les régions arméniennes de Tavouch et d'Ararat, par lesquelles passent les principales routes reliant la région d'Ararat à Vaïots Dzor et Siounik [région méridionale de l'Arménie convoitée par Bakou] et reliant le nord et le sud de Tavouch, ainsi que nos autoroutes vers l'Iran et la Géorgie", dénonce Guégamian.

"L'héritage de trente ans de négociations est dénaturé"

Le point clé du traité de paix entre Erevan et Bakou, "dont la signature est encouragée avec force par des acteurs extérieurs", serait "la reconnaissance de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan", dont le Haut-Karabakh fait toujours juridiquement partie, depuis l'époque soviétique.

Le comble de l'absurde, selon le turcologue arménien, c'est que l'Azerbaïdjan, "qui ne cache pas ses projets de nettoyer ces terres ancestrales arméniennes des Arméniens par tous les moyens, est censé être le garant des droits et de la sécurité des Arméniens de l'Artsakh".

Le 24 mai, l'Assemblée nationale du Haut-Karabakh a déclaré que "l'essence du règlement du conflit du Karabakh est déformée" et que "l'héritage de trente ans de négociations est dénaturé", relaie le site News Armenia.

Le mouvement de résistance de l'opposition arménienne, qui manifeste depuis le 17 avril pour obtenir la démission de Pachinian, aura-t-il gain de cause ? Le 24

mai à Erevan, l'un des leaders du mouvement, Ichkhan Sagatelian, vice-président du Parlement, a appelé les manifestants à bloquer le ministère des Affaires étrangères, "qui ne sert plus les intérêts de l'Arménie", avant de déclarer tout accord entre Pachinian et Aliev "nul et non avenue".

L'opposition "ne permettra pas la trahison des intérêts de l'Arménie et du Haut-Karabakh", a-t-il promis, selon des propos relayés par le site russe Eurasia Daily.

Mais dans un contexte d'apathie sociale en Arménie, les actions des protestataires "n'ont toujours pas atteint une masse critique", constate Kommersant dans un autre article. Dans l'immédiat, peser sur les décisions du gouvernement semble donc peine perdue.

2.Courrier International

27 mai 2022

[L'Arménie lance son premier satellite et rêve d'une résurrection \(courrierinternational.com\)](https://www.courrierinternational.com)

Espace. L'Arménie lance son premier satellite et rêve d'une résurrection

C'est avec une grande fierté que le Premier ministre de l'Arménie, Nikol Pachinian, a annoncé, le 26 mai, la mise en orbite terrestre du premier satellite arménien. Une occasion pour le dirigeant de tenter de reconquérir l'opinion publique. Cet événement ouvre aussi de nouvelles perspectives pour le pays.

"Le 25 mai 2022, à 22 h 35, heure d'Erevan, le premier satellite arménien a été mis en orbite terrestre [en même temps que 58 autres satellites] par SpaceX Falcon 9 depuis le cosmodrome américain de Cap Canaveral [en Floride, aux États-Unis]", a annoncé le Premier ministre de l'Arménie, Nikol Pachinian, le 26 mai, rapporte le site arménien Panarmenian. Cette opération est le fruit de la

coopération entre la société nationale arménienne Geocosmos et la société espagnole Satlantis.

Nikol Pachinian, malmené par l'opinion publique arménienne pour sa défaite dans la guerre du Haut-Karabakh, en 2020, face à l'alliance turco-azerbaïdjanaise, n'a pas caché pas sa joie : "Impossible de surestimer l'importance de ce qui s'est passé. Désormais, la république d'Arménie entre dans l'ère des activités spatiales, nous espérons que nos riches traditions dans ce domaine seront ressuscitées.

La suite est réservée aux abonnés.

3.Evreux-Arménie

23 mai 2022

[Rencontre historique entre Anne Hidalgo et Araïk Aroutiounian | Association Arménienne Mémoire Culture \(evreux-armenie.com\)](#)

Rencontre historique entre Anne Hidalgo et Araïk Aroutiounian



Le 27 mai, Anne Hidalgo a démarré sa visite officielle en Arménie par une

rencontre avec Araïk Aroutiounian, président de la République de Haut-Karabagh, à Goris, dans le sud de l'Arménie. La maire de Paris avait annoncé vouloir se rendre à Stepanakert mais les Russes ne lui ayant pas accordé le visa nécessaire, c'est le chef de l'Etat de l'Artsakh qui est venu à elle. Aroutiounian était accompagné d'une délégation fournie avec notamment Samvel Babayan, ministre des Affaires étrangères.

Anne Hidalgo n'était pas en reste. Elle s'est déplacée en Arménie avec notamment Paul-David Regnier, Délégué général aux relations internationales, Anouch Toranian, adjointe à la Maire de Paris en charge de la vie associative, de la participation citoyenne et du débat public, et Arnaud Ngatcha, adjoint à la Maire de Paris en charge de l'Europe, des relations internationales et de la francophonie et François Devedjian.

Mais aussi de responsables arméniens dont les deux coprésidents du CCAF, Ara Toranian et Mourad Papazian, comme de Nadia Gortzounian, présidente de l'UGAB France. S.E. Hasmik Tolamjian, ainsi que Hovhannès Guevorkian, représentant du Haut-Karabagh en France.

La rencontre officielle s'est déroulée autour d'un déjeuner lors duquel le président de l'Artsakh a fait un récapitulatif de la situation. A. Aroutiounian a rappelé que les discussions de la semaine à Bruxelles entre Pachinian et Aliev sous les auspices de Charles Michel, président du conseil européen, ne convenaient pas du tout aux Artsakhsites qui refusaient catégoriquement de se retrouver sous le joug azéri une nouvelle fois. Il a réitéré la volonté de tout un peuple de vivre libre et a réclamé le droit à l'autodétermination.

Des propos forts et sans ambiguïté auxquels la maire de Paris a répondu avec la même clarté. Anne Hidalgo a redit son soutien au peuple de l'Artstakh et à son droit à l'autodétermination. Elle a exprimé son soutien à la reconnaissance internationale de la République de l'Artsakh.

Cet échange s'est poursuivi par un tour dans la ville de Goris et une visite du centre de cardiologie franco-arménien soutenu par Santé Arménie.

En fin de journée, la délégation est rentrée à Erevan. A suivre.

4.Nouvelles d'Arménie Magazine

28 mai 2022

[Anne Hidalgo, la maire de Paris s'est rendu à Erévan au mémorial du génocide de \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Anne Hidalgo, la maire de Paris s'est rendu à Erévan au mémorial du génocide de Tsitsernakaberd et au panthéon militaire « Yerablur »

Anne Hidalgo, la maire de Paris a rendu hommage à la mémoire des victimes du 44 jours en Artsakh et celles du génocide arménien.

Anne Hidalgo, accompagnée du premier adjoint au maire d'Erevan Leon Hovhannisyanyan, le chef du groupe politique « *Mon Pas* » du Conseil municipal d'Erevan Armen Galjanyan, le chef de la faction « *Arménie prospère* » Mikael Manrikyan et le chef de la faction « *Luys* » David Khazhakyan ont déposé une gerbe au monument aux victimes du génocide arménien et ont déposé des fleurs devant le feu éternel. Puis la maire de Paris Anne Hidalgo a visité le panthéon militaire « *Yerablur* » et a déposé des fleurs sur les tombes de jeunes soldats de l'Université française en Arménie, tués pendant la guerre de 44 jours en Artsakh et a parlé à leurs parents.

Anne Hidalgo était accompagnée d'une délégation française dont Ara Toranian et Mourad Papazian les co-présidents du CCAF ainsi que Nadia Gordzounian présidente de l'UGAB France, Anouch Toranian conseillère de Paris et François Devedjian le fils de Patrick Devedjian. Source Armenpress.

Krikor Amirzayan

5.Le Courrier d'Arménie

23 mai 2022

[Rencontre tripartite et silencieuse de Bruxelles - Déclaration de Charles Michel \(courrier.am\)](#)

Rencontre tripartite et silencieuse de Bruxelles - Déclaration de Charles Michel

Les communiqués officiels arméniens de même que les médias azerbaïdjanais sont bien peu bavards ce matin après la réunion trilatérale Pashinyan-Aliyev-Michel qui s'est tenue jusque tard la nuit dernière à Bruxelles.

À l'issue de la rencontre, troisième de ce type conduite sous l'égide du Conseil européen en cinq mois, « ni les dirigeants arméniens ni azerbaïdjanais n'ont répondu aux questions des journalistes », notent nos confrères d'Azatutyun. « Une réunion entre le président de la République d'Azerbaïdjan Ilham Aliyev, le président du Conseil européen Charles Michel et le Premier ministre de la République d'Arménie Nikol Pashinyan a débuté le 22 mai à Bruxelles », rapporte simplement Azertac, l'agence de presse officielle azerbaïdjanaise tandis que le bureau de presse du Premier ministre arménien faisait savoir que « des accords ont été conclus sur la poursuite des travaux sur l'ouverture des communications régionales, le lancement des travaux du Comité sur la démarcation et la sécurité des frontières. Les questions liées aux préparatifs du processus de négociation sur la normalisation des relations entre les deux pays, les questions humanitaires, ainsi que le règlement du conflit du Haut-Karabakh ont également été abordés. Un accord a été conclu pour poursuivre les réunions trilatérales, une réunion similaire étant prévue en juillet ou en août ».

Seuls les commentaires de Charles Michel, le président du Conseil de l'Europe ont apporté un peu plus de précisions sur la teneur des entretiens. Nous reproduisons ci-dessous sa déclaration :

« Aujourd'hui, j'ai de nouveau reçu le Président Aliyev d'Azerbaïdjan et le Premier

Ministre Pashinyan d'Arménie. C'était notre troisième discussion dans ce format. Nous nous sommes concentrés sur la situation dans le Caucase du Sud et sur le développement des relations de l'UE avec les deux pays ainsi qu'avec la région au sens large.

La discussion a été franche et productive. Nous avons examiné l'ensemble des problèmes. Nous avons eu une discussion approfondie sur les questions humanitaires, y compris le déminage, et les efforts pour libérer les détenus et régler le sort des personnes disparues.

Nous avons atteint les résultats suivants :

Problèmes frontaliers

La première réunion conjointe des commissions des frontières aura lieu à la frontière interétatique dans les prochains jours. Elle abordera toutes les questions liées à la délimitation de la frontière et la meilleure façon d'assurer une situation stable.

Connectivité

Les dirigeants ont convenu de la nécessité de procéder au déblocage des liaisons de transport. Ils se sont mis d'accord sur les principes régissant le transit entre l'ouest de l'Azerbaïdjan et le Nakhitchevan, et entre les différentes parties de l'Arménie via l'Azerbaïdjan, ainsi que le transport international via les infrastructures de communication des deux pays. Ils se sont notamment entendus sur des principes d'administration des frontières, de sécurité, de redevances foncières mais aussi douanières dans le cadre du transport international. Les vice-premiers ministres poursuivront ce travail dans les prochains jours.

Accord de paix

Les dirigeants ont convenu de faire avancer les discussions sur le futur traité de paix régissant les relations interétatiques entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Des équipes dirigées par les ministres des affaires étrangères feront avancer ce processus dans les semaines à venir. En plus de cette piste, j'ai également souligné aux deux dirigeants qu'il était nécessaire que les droits et la sécurité de la population de souche arménienne au Karabakh soient abordés.

Développement socio-économique

L'UE poursuivra avec les deux parties les travaux du groupe consultatif économique, qui vise à faire progresser le développement économique au profit des deux pays et de leurs populations.

J'ai également souligné l'importance de préparer les populations à une paix durable à long terme. L'UE est prête à renforcer son soutien. »

Les parties se sont mises d'accord pour rester « en contact étroit » et se revoir « sous le même format d'ici juillet/août ».

6. Le Courrier d'Arménie

24 mai 2022

[Constitution officielle de la Commission de démarcation et de sécurité des frontières Olivier Merlet \(courrier.am\)](#)

Constitution officielle de la Commission de démarcation et de sécurité des frontières

Avec un bon mois de retard sur le calendrier qu'ils avaient dit avoir fixé, les Premier ministre arménien et président azerbaïdjanais ont officiellement et simultanément annoncé dans la soirée du 23 mai la création de la "Commission de démarcation et de sécurité des frontières" dont ils ont fait connaître les membres respectifs.

Par Olivier Merlet

Mher Grigoryan, vice-Premier ministre en assurera la présidence côté arménien, son homologue azerbaïdjanais, Shahin Mustafayev, celle de l'autre partie.

Si la commission arménienne réduite "ad minima" ne compte que douze membres, dont quatre vice-ministres et quatre représentants de l'État-major des forces armées ([listes complètes](#) en fin de page) celle que lui oppose Bakou ne réunit pas

moins de vingt-deux hauts-fonctionnaires azerbaïdjanais et notamment le vice-Premier ministre du Nakhitchevan, six vice-ministres ainsi que neuf responsables de district dont ceux des régions de Dashkesan, Kelbajar, Lachin, Ghubatlu et Zangilan, reprises à l'Arménie pendant la guerre de 2020.

Peu après l'annonce de la constitution officielle de cette commission, le secrétaire du Conseil de sécurité d'Arménie, Armen Grigoryan dans une interview donnée à Armenpress à propos de l'ouverture des voies de communication entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan indiquait qu' « il sera possible pour les citoyens et le fret arméniens d'atteindre Meghri depuis Yeraskh à travers le territoire de la République autonome du Nakhitchevan et vice versa, selon les mêmes principes pour les citoyens et le fret azerbaïdjanais [...] depuis Horadiz via l'Arménie » confirmant implicitement l'ouverture à venir de la liaison ferroviaire empruntant le territoire du Nakhitchevan pour relier deux régions arméniennes. Le secrétaire du Conseil de sécurité a par ailleurs rappelé que les discussions en cours concernaient l'ouverture et le fonctionnement de toutes les voies communications existantes dans la région, « vers la République islamique d'Iran et via les parties orientales de l'Azerbaïdjan vers la Fédération de Russie » sans en préciser toutefois les modalités d'administration, douanières en particulier.

Mher Grigoryan, vice-Premier ministre en assurera la présidence cote arménien, son homologue azerbaïdjanais, Shahin Mustafayev, celle de l'autre partie.

Si la commission arménienne réduite "ad minima" ne compte que douze membres, dont quatre vice-ministres et quatre représentants de l'État-major des forces armées (voire liste complète) celle que lui oppose Bakou ne réunit pas moins de vingt-deux hauts-fonctionnaires azerbaïdjanais et notamment le vice-Premier ministre du Nakhitchevan, six vice-ministres ainsi que neuf responsables de district dont ceux des régions de Dashkesan, Kelbajar, Lachin, Ghubatlu et Zangilan, reprises à l'Arménie pendant la guerre de 2020.

Peu après l'annonce de la constitution officielle de cette commission, le secrétaire du Conseil de sécurité d'Arménie, Armen Grigoryan dans une interview donnée à Armenpress à propos de l'ouverture des voies de communication entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan indiquait qu' « il sera possible pour les citoyens et le fret arméniens d'atteindre Meghri depuis Yeraskh à travers le territoire de la République autonome du Nakhitchevan et vice versa, selon les mêmes principes pour les citoyens et le fret azerbaïdjanais [...] depuis Horadiz via l'Arménie

» confirmant implicitement l'ouverture à venir de la liaison ferroviaire empruntant le territoire du Nakhitchevan pour relier deux régions arméniennes. Le secrétaire du Conseil de sécurité a par ailleurs rappelé que les discussions en cours concernaient l'ouverture et le fonctionnement de toutes les voies communications existantes dans la région, « vers la République islamique d'Iran et via les parties orientales de l'Azerbaïdjan vers la Fédération de Russie » sans en préciser toutefois les modalités d'administration, douanières en particulier.

7.Le Courrier d'Arménie

26 mai 2022

Stepanakert juge inacceptable la déclaration de Charles Michel sur le Karabakh

Le Président de la république autoproclamée d'Artsakh, Arayik Harutyunyan a présidé une réunion élargie du Conseil de sécurité qui a été convoquée en réponse à la lettre commune que lui ont adressé les partis politiques et soumise au Parlement le 24 mai dernier.

Harutyunyan a noté que la [déclaration](#) du président du Conseil de l'Europe Charles Michel sur la garantie "des droits et de la sécurité de la population arménienne de souche du Karabakh" est hautement inacceptable pour le peuple d'Artsakh. Selon lui, cela ne reflète pas les revendications et les aspirations des Arméniens d'Artsakh, clairement formulées à la communauté internationale au cours des trente dernières années et qui reposent sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Arayik Harutyunyan faisant part de sa rencontre avec Nikol Pashinyan, le Premier ministre arménien, dit avoir discuté de la réunion tripartite Pashinyan-Aliyev-Michel tenue à Bruxelles le 22 mai et avoir répété que « le droit exclusif de déterminer du sort et du statut de l'Artsakh concerne le peuple et les autorités d'Artsakh ». Selon le président, « le Premier ministre Pashinyan a souligné que

personne ne peut ni n'a l'intention de signer un document derrière le dos du peuple arménien et de l'Artsakh. S'il y a une proposition concrète de solutions concrètes, elle sera discutée avec les autorités d'Artsakh et le public sera informé de manière adéquate.»

Le président Harutyunyan a souligné que la République d'Artsakh poursuit inébranlablement la voie de la reconnaissance internationale de l'indépendance par la réalisation pleine et inconditionnelle du droit de son peuple à l'autodétermination et que la garantie adéquate des droits et de la sécurité du peuple d'Artsakh n'est possible qu'en dehors de l'Azerbaïdjan ».

De son côté, lors d'une séance de questions-réponses à l'Assemblée nationale d'Arménie le 26 mai, le Premier ministre Nikol Pashinyan revenant sur [les propos](#) de Charles Michel à l'issue de la réunion de Bruxelles a déclaré qu'aucun accord n'ayant été trouvé, « Charles Michel a décidé de faire des commentaires qui, à son avis, refléteraient autant d'éléments que possible des positions des deux parties. Quelle en est sa précision, c'est une autre question. Une autre chose est que nous avons exprimé nos positions, et bien sûr, il n'y a pas de changement dans ces positions. Et nous continuerons à suivre cette voie » a déclaré Nikol Pashinyan.

8.Le Courrier d'Arménie

30 mai 2022

[Messe sacrée sur la frontière arménienne à Khoranashat \(courrier.am\)](#)

Messe sacrée sur la frontière arménienne à Khoranashat

Fermé depuis cinq ans, le complexe monastique de Khoranashat dans la province du Tavush a célébré ce samedi une messe sacrée à l'occasion du 800e anniversaire de sa fondation. A l'heure du démarrage des négociations sur le statut et la sécurité des frontières, la cérémonie revêtait un caractère tout symbolique.

A moins de 600 mètres des positions azerbaïdjanaises, une petite foule de pèlerins mais aussi de personnalités venues d'Erevan et d'autres régions d'Arménie gravissait ce samedi 28 mai, le chemin de l'antique monastère de Khoranashat sur la commune de Chinari dans le Tavush. Sous la protection des soldats, la procession accompagnait le voyage d'un manuscrit sacré du XIIIe siècle, l'Évangile de Khoranashat, sorti spécialement pour l'occasion des vitrines du Matenadaran où il est habituellement conservé et sur lequel l'évêque Bagrat Galstanyan, primat du diocèse de Tavush, a servi une sainte liturgie épiscopale.

La liturgie a été suivie de la cérémonie de l'Andastan, bénédiction de paix au monde entier, célébrée de retour à Chinari sur les terrains adjacents à la salle commune.

La cérémonie a été suivie par les ministre et vice-ministre de l'éducation et des sciences, Vahram Dumanyan, Ara Khzmalyan accompagnés d'autres officiels et de nombreux invités. Elle marquait également le point d'orgue d'une série d'événements dédiés au 800e anniversaire du célèbre complexe du monastère de Khoranashat.

9.Le Courrier d'Arménie

23 mai 2022

[Le Chemin de fer du Caucase du Sud lance la ligne Erevan-Batumi-Erevan à partir du 14 juin \(courrier.am\)](#)

Le Chemin de fer du Caucase du Sud lance la ligne Erevan-Batumi-Erevan à partir du 14 juin

À partir du 14 juin, le Chemin de fer du Caucase du Sud lance des services passagers d'été sur la ligne Erevan-Batumi-Erevan. La saison estivale des transports durera jusqu'au 30 septembre.

Contrairement aux années précédentes, le transport vers Batumi se fera deux fois par semaine : au départ d'Erevan les mardis et vendredis, et au départ de Batumi les mercredis et samedis. Le reste de la semaine, il y aura un train de passagers Erevan-Tbilissi-Erevan : départ d'Erevan les lundis, mercredis, jeudis, samedis et dimanches, et départ de Tbilissi les lundis, mardis, jeudis, vendredis et dimanches. La combinaison des deux routes internationales est due à la demande accrue sur la route de Tbilissi.

Les deux trains internationaux sont composés de voitures modernes et confortables achetées par CCS en 2021. Les wagons sont équipés de systèmes modernes de climatisation, du Wi-Fi et d'installations pour les personnes handicapées.

10.Le Courrier d'Arménie

23 mai 2022

[Modification des motifs d'exemption du service militaire obligatoire \(courrier.am\)](#)

Modification des motifs d'exemption du service militaire obligatoire

La loi sur le service militaire et le statut du personnel militaire a été modifiée et complétée. Ces changements sont entrés en vigueur le 5 mai 2022.

L'article 21 de la loi a été modifié pour définir les motifs d'exemption du service militaire. Selon l'amendement, le citoyen qui :

1. a été déclaré inapte au service militaire pour des raisons de santé,
2. a servi dans les forces armées d'un autre État pendant au moins 12 mois avant d'acquérir la citoyenneté arménienne ou qui a effectué un service alternatif dans un autre État pendant au moins 18 mois,

3. dont un parent ou un frère ou une sœur a été tué lors d'opérations militaires en République d'Arménie, ou qui est le seul fils de la famille, son parent ou un frère ou une sœur a servi dans les forces armées de la République d'Arménie ou dans d'autres troupes ou unités militaires internationales de la République d'Arménie et a été décédé pendant son service

est exempté du service militaire obligatoire.

Un citoyen est exempté du service militaire obligatoire dans les cas prévus aux parties 2 et 3 de l'article 23 et à la partie 5 de l'article 24 de la présente loi.

L'officier de réserve du service obligatoire est exempté s'il :

1. a été déclaré inapte au service militaire pour des raisons de santé,
2. a accompli son service militaire obligatoire avant d'être fait officier de réserve.

Un citoyen est exempté du service militaire obligatoire en tant qu'officier de réserve dans les cas prévus à l'article 23, parties 6 et 7 et à l'article 24, partie 7 de la présente loi.

Dans des cas exceptionnels, un citoyen peut être exempté du service militaire obligatoire par une décision du gouvernement de la République d'Arménie, conformément à la procédure établie par le gouvernement de la République d'Arménie, pour des raisons exceptionnelles non prévues par le présent article. Une demande d'exemption du service militaire obligatoire présentée conformément à la présente partie peut être rejetée par un organisme d'État autorisé par le gouvernement de la République d'Arménie dans les cas prévus par la procédure établie par le gouvernement de la République d'Arménie conformément à la présente partie.

- Une personne ayant la double nationalité de la République d'Arménie qui a adopté la nationalité d'un autre État n'est pas exemptée du service militaire obligatoire, indépendamment du fait d'avoir servi dans l'autre État.
- Le citoyen qui a droit à l'exemption du service militaire obligatoire conformément à la procédure prévue au paragraphe 3 de la partie 1 du présent article peut, sur demande, renoncer au droit à l'exemption du

service militaire obligatoire et être appelé au service militaire à durée déterminée conformément à la procédure prévue par la présente loi.

L'article 26 de la loi, qui définit la procédure d'envoi des conscrits aux lieux d'affectation des engagés, a été « modifié ». Le terme « combat défensif » a été supprimé de l'article 26 3 3, paragraphe 2.

L'article 26(3) de la loi stipule :

1. Un militaire ne peut pas être engagé dans le service de combat pendant son engagement en tant que soldat engagé (sauf s'il a exprimé le désir d'être engagé dans le service de combat, de même que les militaires visés au paragraphe 5 du présent article) si :
2. Il est l'enfant unique d'un parent célibataire âgé de plus de 63 ans ou atteint d'une invalidité de troisième ou de deuxième degré (en l'absence d'une invalidité d'autogestion d'au moins deuxième degré).
3. Il a un père (une mère) ou un frère (une sœur) décédé(e) alors qu'il (elle) servait dans des unités militaires d'États étrangers situées sur le territoire de la République d'Arménie, conformément aux traités internationaux de la République d'Arménie
4. Il est marié et a un enfant.
5. Dont les parents sont morts.
6. Si un parent est décédé, ce militaire est un enfant unique dans la famille, ou les autres enfants de la famille sont mineurs, ou majeurs, mais ont un handicap ou ont été déclarés légalement incapables par un tribunal.

11.Nouvelles d'Arménie Magazine

29 mai 2022

[Face aux menaces d'Aliev sur l'Artsakh, la communauté internationale doit \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Face aux menaces d'Aliev sur l'Artsakh, la communauté internationale doit réagir fortement

Le ministre d'État de la République d'Artsakh, Artak Beglaryan, a répondu à la récente déclaration du président de l'Azerbaïdjan Ilham Aliev. ARMENPRESS rapporte que Beglaryan a écrit sur Telegram que le processus et les résultats de la délimitation et de la démarcation des frontières entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ne devraient pas affecter le statut actuel et futur de la République d'Artsakh.

« Après tout, le conflit du Karabakh ne concerne pas la République d'Arménie, mais la République du Haut-Karabakh. Le conflit Azerbaïdjan-Karabakh n'a pas été réglé, ce que le monde entier reconnaît, quelles que soient certaines divergences d'intérêts et de formulations. Si l'Azerbaïdjan veut refermer la page du conflit, clarifier le statut de l'Artsakh, il peut mener un processus de délimitation et de démarcation avec la République de l'Artsakh, tout en restituant nos territoires occupés et en reconnaissant notre indépendance », a écrit Beglaryan.

Selon le ministre d'État de l'Artsakh, le principe principal du règlement du conflit est la pleine réalisation et la reconnaissance du droit des peuples à l'autodétermination. Artak Beglaryan a noté que le non-recours à la force ou la menace de recourir à la force est une autre loi internationale importante, qui a été grossièrement violée par l'Azerbaïdjan et continue de l'être. « De plus, aujourd'hui, Aliev a de nouveau menacé de recourir à la force, ce qui est un signal clair pour la communauté internationale pour prendre des mesures préventives et punitives. Encourager et ignorer les comportements déviants conduit progressivement à des catastrophes internationales, faisant partie de la pratique internationale et du droit coutumier », écrit Beglaryan.

31 mai 2022

[90% des Arméniens contre le statut de minorité nationale en Azerbaïdjan - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://www.armenews.com)

90% des Arméniens contre le statut de minorité nationale en Azerbaïdjan

Près de 90% des répondants à un sondage d'opinion publique en Arménie ont déclaré que l'octroi aux Arméniens du Haut-Karabakh du statut de minorité nationale en Azerbaïdjan était inacceptable.

Les conclusions de l'enquête menée par le bureau arménien de l'association internationale GALLUP ont été dévoilées aujourd'hui par son chef Aram Navasardyan.

A la question de savoir s'il était acceptable d'accorder au Haut-Karabakh le statut de minorité nationale au sein de l'Azerbaïdjan, 83,3% des personnes interrogées ont répondu que c'était « absolument inacceptable », 6% ont répondu que c'était « plutôt inacceptable ».

Cette option n'est décrite comme « acceptable » que par 1,5 % des répondants, « plutôt acceptable » par 2,9 % et 6,4 % ont trouvé difficile de répondre.

« La grande majorité, près de 90%, ont déclaré que cette approche était inacceptable pour eux », a déclaré Navasardyan.

Selon le sondage, 45,7% des personnes interrogées n'étaient pas au courant de la réunion trilatérale du Premier ministre arménien Nikol Pashinyan, du président du Conseil européen Charles Michel et du président azerbaïdjanais Ilham Aliyev le 22 mai.

Les résultats des négociations ont été évalués comme totalement positifs par 11,2% des sondés ayant eu connaissance de la rencontre, plutôt positifs par 23,5%, plutôt négatifs par 15,4% et totalement négatifs par 35,6%.

Les personnes interrogées pensent que l'Arménie est en mesure de recevoir une assistance militaire sous forme d'armes et de forces militaires principalement de la Russie (48,1%), de la France (13,9%), des États-Unis (6,4%), de l'Iran (1,7%) et de l'OTSC (1,1%) ..

L'enquête téléphonique menée du 26 au 28 mai a concerné 1 003 personnes.

Dans une déclaration publiée à l'issue de la réunion du 22 mai à Bruxelles entre le Premier ministre arménien Nikol Pashinyan et le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev, le président du Conseil européen Charles Michel a déclaré que l'Arménie et l'Azerbaïdjan avaient convenu de procéder au déblocage des liaisons de transport entre les deux pays, et ont également convenu de les principes régissant le transit entre l'ouest de l'Azerbaïdjan et le Nakhitchevan, et entre les différentes parties de l'Arménie via l'Azerbaïdjan, ainsi que le transport international via les infrastructures de communication des deux pays.

« Ils se sont notamment mis d'accord sur les principes de l'administration des frontières, de la sécurité, des redevances foncières mais aussi des douanes dans le cadre du transport international », a déclaré Michel.

13.Nouvelles d'Arménie Magazine

31 mai 2022

[Erevan accuse l'Azerbaïdjan de déformer la réalité du processus de paix et de le \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Erevan accuse l'Azerbaïdjan de déformer la réalité du processus de paix et de le torpiller

Les autorités d'Arménie ont haussé le ton lundi 30 mai, accusant le président azéri Ilham Aliev de déformer la teneur des arrangements conclus entre les leaders arménien et azéri, de menacer d'envahir le territoire arménien et de

torpiller le processus de paix du Karabagh. Les autorités d'Erevan ont aussi mis les dernières déclarations agressives d'Aliev aux tensions qui se sont survenues ce weekend sur la frontière arméno-azerie qui ont coûté la vie à un soldat arménien. Le ministère arménien de la défense a indiqué que le soldat, Davit Vartanian, avait été mortellement blessé samedi quand son unité déployée dans la province méridionale du Syounik a été prise sous le feu des soldats azéris des positions frontalières voisines. Bakou a pour sa part affirmé que ses troupes n'avaient aucunement violé le cessez-le-feu en vigueur. Cet incident est survenu au lendemain de la visite d'Aliev dans le district de Zanguelan frontalier du Syounik. S'exprimant lors de la visite, Aliyev a exclu toute négociations avec l'Arménie sur le statut du Haut-Karabagh. Il a prétendu que Erevan avait été d'accord pour retirer la question de l'agenda des négociations prévues sur un traité de paix arméno-azerbaïdjanais, jetant ainsi de l'huile sur le feu d'une scène politique déjà en ébullition. Des dizaines de milliers de manifestants s'étaient rassemblés samedi à Erevan lors de l'une des plus importants rassemblements organisés par l'opposition depuis le lancement de sa campagne de « désobéissance civile », exigeant avec une ardeur redoublée la démission du premier ministre arménien Nikol Pachinian, accusé de vouloir brader le Karabagh au détour des négociations avec Bakou, qui étaient pourtant censées avoir intégré la question du statut du Karabagh lors du deuxième sommet avec Aliev à Bruxelles le 22 mai, sous l'égide du président du Conseil européen Charles Michel. Passant outre les contre-propositions en six points qu'avait présentées Pachinian en réponse aux propositions en cinq points qu'avait présentées Bakou en mars comme socle d'un futur traité de paix, Aliev avait dans le même temps mis en garde la partie arménienne contre toute tentation de mettre l'accent sur quelque accord relatif à un statut du Karabagh. Il a indiqué que Bakou pourrait y répondre en affichant ses propres revendications sur le territoire arménien, notamment le Syounik, qu'il a une fois encore désigné comme une "ancienne terre" de l'Azerbaïdjan, en ignorant l'argument de Erevan selon lequel l'Arménie n'a aucune revendication territoriale en Azerbaïdjan lorsqu'elle défend le droit des Arméniens à vivre sur leur terre ancestrale du Karabagh. Le ministère arménien des affaires étrangères a déploré les propos d'Aliev, qualifiés de "belliqueux" et "arbitraires », reposant sur des « interprétations erronées" des accords convenus avec le premier ministre Nikol Pachinian. Dans un communiqué, le ministère a indiqué que les "négociations sur la normalisation des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan devraient se dérouler sur la base de propositions des deux parties". Le ministère azerbaïdjanais des affaires étrangères

a balayé du revers de la main ces critiques en affirmant un peu plus tard, samedi, que Erevan devrait se conformer aux “nouvelles réalités dans la région”. Si Erevan avait jugé ‘acceptable » le plan en cinq points de Bakou, y compris son volet le plus sensible relatif à la reconnaissance mutuelle de l’intégrité territoriale, les autorités arméniens avaient estimé qu’il devait être complété par d’autres questions, à savoir le statut futur du Karabagh et la sécurité de sa population majoritairement arménienne. S’exprimant après ses dernières discussions avec Aliev à Bruxelles le 22 mai, Pachinian avait indiqué que les deux parties restaient toujours en désaccord sur l’agenda des pourparlers sur un accord de paix. Vendredi, Aliev a aussi réaffirmé ses déclarations selon lesquelles il serait convenu avec Pachinian d’un accord sur l’ouverture d’un “corridor du Zanguezour” qui relierait l’Azerbaïdjan à son enclave du Nakhitchevan en traversant le Syounik mais sans soumettre les biens et les personnes qui l’emprunteront aux contrôles des douanes arméniennes. Le gouvernement arménien a là encore opposé un démenti aux allégations de Bakou, par la voix de son ministre des affaires étrangères Ararat Mirzoyan qui a insisté sur le fait que Erevan et Bakou n’auraient discuté que des axes de transport conventionnels. “L’idée de quelque corridor sur le territoire de l’Arménie est exclue”, a souligné Mirzoyan dans des commentaires écrits, en ajoutant que “cela n’est même pas matière à discussion”. Le président Aliev ne semble de toute manière pas désireux de discuter de quoique que ce soit et ne veut comprendre que le langage de la force. Vendredi encore, il balayait les espoirs d’une avancée dans les négociations sur la démarcation de la frontière arméno-azérie, dont Ch.Michel saluait pourtant les premiers pas, en affirmant qu’elles devaient en passer par une reconnaissance de la souveraineté azérie sur le Haut-Karabagh. Le statut du Karabagh ne saurait être sujet à discussion pour Bakou, qui n’a cessé d’affirmer que sa victoire dans la guerre du Karabagh de l’automne 2020 avait réglé le conflit arméno-azéri autour du Karabagh et Aliev l’a une fois encore souligné en visitant la région de Zanguélan, l’un des sept districts limitrophes du Karabagh que les Arméniens, qui les contrôlaient depuis 1994, ont dû céder à l’armée azérie après leur défaite dans la dernière guerre. “C’est un territoire azerbaïdjanais et le monde entier le reconnaît comme tel », a martelé Aliev en s’adressant devant le Parlement azéri, en ajoutant : “C’est pourquoi la première réunion de la commission sur la délimitation de la frontière entre l’Azerbaïdjan et l’Arménie est très importante”. Aliev a affirmé que le processus de démarcation “met automatiquement et officiellement fin aux revendications territoriales en Azerbaïdjan des forces revanchistes et fascistes en Arménie”. Une interprétation qui recoupe celle de

certaines leaders de l'opposition arménienne qui, de la même manière, estiment qu'en procédant à la démarcation de la frontière, Erevan sera contraint de reconnaître le Karabagh comme une partie de l'Azerbaïdjan. Pachinian et ses alliés politiques récusent une telle approche, affirmant que le statut final du Karabagh fait l'objet d'un dossier séparé. Les délégations gouvernementales de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan conduites par les vices-premiers ministres des deux Etats du Sud Caucase se sont réunies pour un premier tour de pourparlers sur la démarcation mardi. Le vice-premier ministre arménien Mher Grigorian avait indiqué vendredi que n'y avaient été discutées que "les questions organisationnelles sur la future collaboration". "A cet égard, je considère que la rencontre a été absolument constructive", a indiqué Grigorian, cité par l'agence de presse russe TASS, en ajoutant que les deux parties devaient encore s'accorder sur la date de leur prochaine rencontre qui tiendra à Moscou.

14.Nouvelles d'Arménie Magazine

31 mai 2022

Des dizaines d'interpellations lors de manifestations

La police anti-émeute a affronté des manifestants et procédé à plus de 100 arrestations lundi 30 mai, alors que les manifestations anti-gouvernementales quotidiennes organisées par les principaux groupes d'opposition arméniens entraient dans leur cinquième semaine.

Des échauffourées ont éclaté après que les forces de sécurité n'ont pas autorisé les élus de l'opposition, conduisant des centaines de partisans, à entrer dans un bâtiment du gouvernement à Erevan qui abrite quatre ministères. Plusieurs manifestants ont subi des blessures visibles ou se sont sentis mal dans la mêlée.

D'autres ont affirmé avoir été battus par des policiers après avoir été traînés et forcés à entrer dans le bâtiment tentaculaire.

« Nous n'avons rien fait », a déclaré l'un d'entre eux, Artur Azizian, au service

arménien de RFE/RL. Nous étions menottés et allongés sur le sol, et plusieurs des policiers se sont approchés et nous ont frappés". Artur Azizian a déclaré avoir été transporté à l'hôpital depuis un poste de police d'Erevan quelques heures plus tard. Les médecins lui ont dit qu'il souffrait de fractures des côtes.

Un communiqué de la police indique que trois agents ont également été blessés et ont dû recevoir une aide médicale. Le nombre total d'arrestations s'élève à 111. Il n'était pas clair dans l'immédiat si certains de ces détenus risquaient des poursuites pénales.

La police a également fait usage de la force à l'encontre de certains députés de l'opposition qui souhaitaient entrer dans le bâtiment pour s'entretenir avec les ministères arméniens de l'environnement, des collectivités locales, de la sécurité sociale et de la santé au sujet du statut du Haut-Karabakh qu'ils jugent acceptable.

L'un de ces législateurs, le vice-président du Parlement, Ishkhan Saghatelian, a condamné les actions de la police, mais a déclaré que les leaders de la protestation ne sont pas découragés par l'usage de la force et qu'ils organiseront des marches similaires vers d'autres bâtiments gouvernementaux dans les jours à venir. Il a ajouté que chaque membre du gouvernement doit s'exprimer publiquement sur la question soulevée par l'opposition.

L'opposition a accusé le Premier ministre Nikol Pachinian d'aider l'Azerbaïdjan à reprendre le contrôle total du Karabakh lorsqu'elle a lancé les manifestations de rue à Erevan le 1^{er} mai. Elle a rédigé à la fin de la semaine dernière une résolution parlementaire qui rejette le contrôle azerbaïdjanais sur ce territoire peuplé d'Arméniens et affirme que le gouvernement de M. Pachinian ne peut faire aucune concession territoriale à Bakou à la suite de la démarcation prévue de la frontière arméno-azerbaïdjanaise.

Les deux alliances d'opposition représentées à l'Assemblée nationale ont mis au défi sa majorité pro-gouvernementale de dissiper ses inquiétudes en votant la résolution lors d'une session d'urgence prévue pour le 3 juin.

Artur Hovannisian, l'un des principaux législateurs du parti du Contrat civil de Pachinian, a clairement indiqué vendredi qu'il boycotterait et bloquerait ainsi la session. Il a accusé l'opposition de faire du chantage aux dirigeants du pays et

d'exploiter le conflit du Karabakh à des fins politiques.

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 200

15.Nouvelles d'Arménie Magazine

31 mai 2022

[La Syrie accuse la Turquie de pratiquer un nettoyage ethnique - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](http://armenews.com)

La Syrie accuse la Turquie de pratiquer un nettoyage ethnique

Damas a accusé Ankara de procéder à un nettoyage ethnique en Syrie. Selon ARMENPRESS qui se fait l'écho de RIA Novosti, le communiqué du ministère syrien des Affaires étrangères dit que Damas nie les actions hostiles de la Turquie, qui ont été menées il y a quelques jours près de la ville d'Al-Hasakah. En raison de ces actions, il y a des victimes et des blessés parmi les civils, ainsi que des dommages matériels aux résidents.

« Les actions de la Turquie pour créer une soi-disant 'zone tampon' en Syrie sont une agression, faisant partie de la politique de nettoyage ethnique et géographique du gouvernement d'Erdogan. Ce sont des crimes de guerre, des actes inhumains, qui sont condamnés par la Charte des Nations unies et le droit international », a déclaré le ministère syrien des Affaires étrangères dans un communiqué.

Le président de la Turquie a annoncé que les forces armées allaient lancer des opérations antiterroristes aux frontières du pays, une décision pertinente sera prise prochainement.

16.Nouvelles d'Arménie Magazine

31 mai 2022

[L'espace aérien turc réouvre aux compagnies arméniennes - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://www.armenews.com)

L'espace aérien turc réouvre aux compagnies arméniennes

Une compagnie aérienne arménienne a annoncé lundi 30 mai que les autorités turques l'ont autorisée à reprendre ses vols réguliers vers l'Europe via l'espace aérien de la Turquie.

Le transporteur privé, FlyOne Armenia, a annulé les vols à destination de Paris et d'une autre ville française, Lyon, il y a environ un mois, affirmant que ses appareils étaient interdits de survol de la Turquie sans aucune explication. En raison de la guerre qui se poursuit en Ukraine, la compagnie n'a pas d'autres itinéraires de survol commercialement viables.

Dans un communiqué, FlyOne Armenia a déclaré que les deux services de vol bihebdomadaires reprendront le 17 juin. La compagnie n'a pas précisé si elle avait pris des mesures en réponse à l'interdiction turque.

La compagnie aérienne avait auparavant demandé au Comité de l'aviation civile du gouvernement arménien de l'aider à lever l'interdiction. Invoquant l'absence de relations diplomatiques entre l'Arménie et la Turquie, le comité a fait appel au ministère arménien des affaires étrangères et à l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) pour traiter cette question.

L'interdiction ne s'applique pas aux vols Erevan-Istanbul de FlyOne Armenia, lancés en février après le début des négociations turco-arméniennes sur la normalisation des relations bilatérales.

La Turquie avait interdit à tous les avions arméniens de pénétrer dans son espace aérien en septembre 2020, trois semaines avant le déclenchement de la guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan au sujet du Haut-Karabakh. Bien que l'Arménie n'ait pas riposté à cette mesure, les avions turcs avaient cessé de survoler l'Arménie pendant les six semaines de guerre.

FlyOne Armenia a été créée l'année dernière par des investisseurs arméniens et moldaves. Selon les médias arméniens, elle est contrôlée par des personnes liées à Khachatur Sukiasian, un riche homme d'affaires et un parlementaire pro-gouvernemental. Sukiasian s'est fait l'avocat du rapprochement de l'Arménie avec la Turquie et l'Azerbaïdjan.

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 200

17.Nouvelles d'Arménie Magazine

31 mai 2022

[Flyone Armenia reprend ses vols directs réguliers Erevan-Lyon-Erevan et \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Flyone Armenia reprend ses vols directs réguliers Erevan-Lyon-Erevan et Erevan-Paris-Erevan

La compagnie aérienne Flyone Armenia reprend ses vols directs réguliers Erevan-Lyon-Erevan, et Erevan-Paris-Erevan à partir du 17 juin.

Un responsable de la compagnie aérienne a déclaré à Armenpress que les vols d'Erevan à Lyon au départ de l'aéroport international de Zvartnots à l'aéroport de Lyon Saint-Exupéry seront opérés deux fois par semaine, les lundis et vendredis.

Les vols entre Erevan et Paris, des vols de l'aéroport international d'Erevan Zvartnots à l'aéroport international de Paris Charles de Gaulle seront opérés deux fois par semaine les mardis et samedis. Source Flyone Armenia.

Krikor Amirzayan

18.France Arménie

Le miroir de la communauté francilienne

Reportée en raison de la guerre et de la pandémie la grande enquête d'opinion de l'*Armenian Diaspora Survey (ADS)*, soutenue par la Fondation Calouste Gulbenkian, a finalement pu être menée à son terme au printemps 2021 en Ile-de-France. Le 2 avril, la société d'études arméniennes organisait à l'INALCO une conférence en présence de l'équipe, de chercheurs et d'un grand public intéressé afin de commenter les résultats de cette enquête.

■ PAR TIGRANE YÉGAVIAN



Co-dirigée par l'Institut arménien de Londres sous la houlette du professeur Hratch Chilingirian, directeur du programme d'études orientales de l'Université d'Oxford, l'équipe de l'ADS a réalisé ce projet dans le but d'informer les acteurs concernés sur les problématiques, attitudes et tendances qui façonnent la Diaspora arménienne au 21e siècle.

Coordinateur de l'enquête quantitative, Rouben Koulaksezian, auteur du fameux *Little Armenias*, a envoyé le questionnaire à 1 070 personnes représentatives des Arméniens d'Ile-de-France et a pu compter sur un retour positif de plus de la moitié. De son côté, la sociologue et enseignante à l'INALCO, Nazli Temir Beylerian, a mené à bien une trentaine d'entretiens approfondis en trois mois auprès d'un échantillon de trois générations. Parmi les difficultés rencontrées au cours de ce travail de fourmi, il y a eu le nombre de questions (72

au total). "En règle générale, les seniors ayant plus de temps disponible se sont trouvés plus enclins à répondre, à l'inverse des jeunes. Il y a aussi le contexte de la pandémie et surtout de la guerre en Artsakh qui a alimenté la frilosité du public" remarque Rouben. Mais outre les structures traditionnelles visées, les deux coordinateurs ont eu à cœur de diversifier les profils visés : ceux qui se sentent concernés par l'identité arménienne et parlent la langue, ceux qui ne la parlent pas mais souhaitent mieux connaître la culture de leurs ancêtres, les enfants issus de mariages mixtes ou non, les croyants et les incroyants... Nazli T. Beylerian quant à elle, souligne le refus de certaines personnes interrogées à s'ouvrir, en dépit de l'anonymat garanti, et parler de leur intimité, le monde arménien étant comparé chez certains à un jardin secret. La guerre a provoqué un choc réel, certes, mais elle a également éveillé des esprits et suscité un retour à l'identité arménienne auprès d'une partie du public sondé.

■ Principaux enseignements

De cette enquête double (quantitative et qualitative), il en ressort une photographie, globalement assez réaliste. "Les résultats ont surtout du sens si on les compare à ceux recueillis à Montréal, Beyrouth et Rostov" remarque Rouben Koulaksezian, qui ajoute : "Les principaux marqueurs identitaires demeurent la famille, la langue et la culture". Viennent ensuite le Génocide, l'Arménie, l'ADN génétique, l'héritage chrétien et la Cause arménienne... A noter la question au sujet de la spiritualité : s'ils sont plus de 50% à ne pas croire en Dieu, tous ou presque revendiquent une appartenance culturelle au christianisme, ou encore s'interrogent sur la transcendance. Les résultats de cette enquête ne proposent pas de feuille de route mais constituent un outil au service d'acteurs communautaires désireux d'avoir des connaissances sur les aspirations de leurs compatriotes. Aussi, on ne s'étonnera pas si les résultats de cette enquête ressemblent de manière troublante à ceux recueillis par la jeune équipe des fondateurs de *France Arménie* en 1982 : rejet de la politique, absence de confiance envers soi et envers le groupe, profonde défiance vis-à-vis de la capacité à engranger des succès collectifs. Et consolation sur des réussites individuelles. ■

Pour en savoir plus : <https://www.armeniandiasporasurvey.com/>



Rouben Koulaksezian



Nazli Temir Beylerian

